

**Accord-cadre multi attributaire à marchés subséquents**

**Réf CRNMP – 2403**

Prestations intellectuelles

Cahier des clauses administratives particulières

**Missions de conseil en analyse financière et organisation à l’initiative des ARS** **de tout établissement, association, structure publique ou privée, en lien avec la santé**

**Accord-cadre multi attributaire à marchés subséquents,** passé selon **la procédure formalisée (appel d’offres)**

* Articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-12 du Code de la commande publique
* Articles L.2124-1, L2124-2 et R.2124-1 à R.2124-2 du Code de la commande publique

**Sommaire**

[Article 1. Présentation des ARS 4](#_Toc192163765)

[Article 2. Objet et contexte du marché 4](#_Toc192163766)

[Article 3. Présentation du groupement de commande 4](#_Toc192163767)

[Article 4. Périmètre de la consultation 5](#_Toc192163768)

[Article 5. Lieux d’exécution du marché 5](#_Toc192163769)

[Article 6. Procédure, allotissement et durée du marché 6](#_Toc192163770)

[6.1 Dispositions générales 6](#_Toc192163771)

[6.2 Allotissement 6](#_Toc192163772)

[6.3 Durée de l’accord-cadre 6](#_Toc192163773)

[Article 7. Documents contractuels 7](#_Toc192163774)

[Article 8. Prix de l’accord-cadre 7](#_Toc192163775)

[8.1 Forme des prix 7](#_Toc192163776)

[8.2 Contenu des prix 7](#_Toc192163777)

[8.3 Plafonds de remboursement 8](#_Toc192163778)

[Frais de transport 8](#_Toc192163779)

[Frais d’hébergement et de restauration 8](#_Toc192163780)

[8.4 Révision de prix 9](#_Toc192163781)

[Article 9. Avances et acomptes 10](#_Toc192163782)

[9.1 Principe du versement de l’avance 10](#_Toc192163783)

[9.2 Montant de l’avance 10](#_Toc192163784)

[9.3 Remboursement de l’avance 10](#_Toc192163785)

[9.4 Acompte 10](#_Toc192163786)

[Article 10. Marchés subséquents 10](#_Toc192163787)

[10.1 Modalité de passation des marchés subséquents 10](#_Toc192163788)

[10.2 Obligation de présenter une offre aux marchés subséquents 12](#_Toc192163789)

[10.3 Remises des offres 12](#_Toc192163790)

[10.4 Recevabilité des offres des titulaires 12](#_Toc192163791)

[10.5 Critères de jugement des offres des marchés subséquents 13](#_Toc192163792)

[10.6 Modalités d’attribution et de notification des marchés subséquents 14](#_Toc192163793)

[10.7 Echec de la remise en concurrence 14](#_Toc192163794)

[10.8 Marchés subséquents de prestations similaires 14](#_Toc192163795)

[10.9 Prix des marchés subséquents 14](#_Toc192163796)

[10.10 Durée des marchés subséquents 14](#_Toc192163797)

[10.11 Bons de commande des marchés subséquents 14](#_Toc192163798)

[Article 11. Clause environnementale 14](#_Toc192163799)

[Article 12. Garanties 15](#_Toc192163800)

[Article 13. Sous-traitance 15](#_Toc192163801)

[Présentation d'un sous-traitant 15](#_Toc192163802)

[Paiement direct des sous-traitants 16](#_Toc192163803)

[Article 14. Groupement d’opérateurs économiques 17](#_Toc192163804)

[Article 15. Assurances 17](#_Toc192163805)

[Article 16. Facturation 17](#_Toc192163806)

[Article 17. Paiement 1](#_Toc192163807)9

[Article 18. Pénalités 19](#_Toc192163808)

[18.1 Pénalités 19](#_Toc192163809)

[Pénalités liées à l'exécution des missions 19](#_Toc192163810)

[Pénalités liées aux obligations administratives 20](#_Toc192163811)

[Pénalités pour non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé 21](#_Toc192163812)

[Pénalité en cas de non-respect de la RGPD ou de l’obligation de confidentialité 21](#_Toc192163813)

[Article 19. Modifications de l’accord cadre 2](#_Toc192163814)2

[19.1. Modifications relatives au Titulaire 21](#_Toc192163815)

[19.2. Clause de réexamen 22](#_Toc192163816)

[19.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles 22](#_Toc192163817)

[Article 20. Réception 2](#_Toc192163818)3

[Article 21. RGPD 23](#_Toc192163819)

[21.1 Préambule - Précisions terminologiques 23](#_Toc192163820)

[21.2 Description du traitement des données a caractère personnel 23](#_Toc192163821)

[21.3 Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur 23](#_Toc192163822)

[21.4 Sous-traitance des activités de traitement 23](#_Toc192163823)

[21.5 Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement 24](#_Toc192163824)

[21.6 Notification des violations de données à caractère personnel 24](#_Toc192163825)

[21.7 Sort des données 24](#_Toc192163826)

[Article 22. Obligation de confidentialité et secret des affaires 24](#_Toc192163827)

[Article 23. Conflit d'intérêt 25](#_Toc192163828)

[Article 24. Règlement des litiges et langue 25](#_Toc192163829)

[24.1 Règlement des litiges 25](#_Toc192163830)

[24.2 Langue 25](#_Toc192163831)

[24.2.1 Principe 25](#_Toc192163832)

[24.2.2. Obligations du Titulaire en matière d’interprétariat 26](#_Toc192163833)

[24.2.3. Défaut de recours à un interprète 26](#_Toc192163834)

[Article 25. Résiliation du marché 26](#_Toc192163835)

[Article 26. Respect des principes de laïcité et de neutralité des services publics 2](#_Toc192163836)7

[Article 27. Dérogations au CCAG PI 2](#_Toc192163835)7

[Annexes ………………………………………………………………………………………………………………………………..28](#_Toc192163837)

# Présentation des ARS

Les ARS sont des établissements publics de l'État placées sous la tutelle du ministère chargé de la santé. Les ARS sont en charge de la mise en œuvre de la politique de santé sur leur région. Elles sont aujourd’hui au nombre de 18 réparties sur l’ensemble du territoire métropolitain et ultramarin. Elles sont l’interlocutrice des établissements et structures de santé publiques et privées, des professionnels de santé en établissement ou en ville, du secteur médico-social, des services de l’État, des collectivités territoriales, des organismes gestionnaires, des associations de prévention et des usagers.

Les ARS pilotent la politique nationale de santé en région. À ce titre, elles assurent plusieurs missions :

- Définition, financement et évaluation des actions de prévention des maladies, des   
handicaps, de la perte d’autonomie et des actions de promotion de la santé pour tous ;

- Veille et sécurité sanitaire des habitants ; préparation et gestion des situations sanitaires sensibles ou à risque, en liaison avec les préfets notamment ;

- Régulation et organisation de l’offre sanitaire hospitalière, ambulatoire et   
médico-sociale sur tout le territoire pour mieux répondre aux besoins des populations et dans le but de préserver la qualité du système de santé sur le long terme.

Pour toute information complémentaire sur les missions des ARS, vous pouvez consulter la   
documentation mise à disposition sur son site internet : [https://www.ars.sante.fr/](https://www.ars.sante.fr/)

# Objet et contexte du marché

La présente consultation a pour objet la réalisation de missions de conseil en analyse financière à l’initiative de chacune des ARS adhérentes au présent accord-cadre. Elle concerne tout établissement, association, structure publique ou privée, en lien avec la santé.

**Chaque marché subséquent précisera le besoin spécifique en fonction de la typologie de la structure (établissement hospitalier ou médico-social, association…).**

# Présentation du groupement de commande

En application de l’article L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique et de la  
Convention constitutive du CRN (Centre de Ressources national) de la Commande Publique le régissant, les ARS se sont associées en groupement de commande.

La présente consultation est régie par ce groupement dont les 12 ARS ayant adhéré à cet accord-cadre, sont les suivantes :

- Agence Régionale de Santé Centre Val de Loire ;

- Agence Régionale de Santé Corse ;

- Agence Régionale de Santé Grand-Est ;

- Agence de Santé de Guadeloupe – Saint Martin – Saint Barthélémy ;

- Agence Régionale de Santé Martinique ;

- Agence Régionale de Santé Guyane ;

- Agence Régionale de santé d’Ile de France ;

- Agence Régionale de Santé Mayotte ;

- Agence Régionale de Santé Réunion ;

- Agence Régionale de Santé Nouvelle Aquitaine

- Agence Régionale de Santé Occitanie ;

- Agence Régionale de Santé Provence Alpes Côte d’Azur ;

L’ARS Provence Alpes Côte d’Azur est désignée coordonnatrice du groupement. Cet établissement est chargé d’assurer la passation de la procédure, de signer et de notifier le marché public au nom des autres agences. Les ARS, chacune pour ce qui les concerne, s'assurent de la bonne exécution du marché et de la passation de ses propres marchés subséquents sauf pour les éventuels avenants afférents aux marchés publics concernés dont la gestion revient à l’agence coordonnatrice.

# Périmètre de la consultation

Le présent accord-cadre porte sur la réalisation de missions de conseil en analyse financière et organisation de tout établissement, association, structure publique ou privée, en lien avec la santé. Le CCTP du présent marché détaille les prestations et livrables attendus.

Afin d’assurer un suivi, il est demandé au titulaire de transmettre obligatoirement un compte-rendu financier tous les six mois à compter de la date de notification de l’accord-cadre sous format Excel qui indique les éléments suivants **pour chacune des entités** :

- Les numéros de commande (appelés engagement juridique et commençant)

- Le détail des missions : son intitulé, sa typologie, le nombre d’heures nécessaire et le profil des intervenants.

- Les dates de commande ;

- Le montant de chaque commande HT et TTC ;

- Le détail des frais de déplacement en HT et TTC pour les territoires ultramarins

- Le montant déjà facturé pour chaque commande en HT et TTC ;

Ce suivi financier sera envoyé par mail au CRN de la Commande Publique et à l’ARS PACA dont les adresses-mail seront transmises au moment de la notification du marché.

Le titulaire du marché est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments  
afférents à sa prestation stipulés dans le cahier des clauses techniques particulières  
(CCTP).

# Lieux d’exécution du marché

Les prestataires seront amenés à se déplacer sur l'ensemble des territoires régionaux des ARS adhérentes au présent accord-cadre. Les lieux précis des audits confiés seront communiqués dans chaque marché subséquent. Dans la clause de réexamen de l’article 19.2 du CCAP, et dans le cas de l’entrée en cours d’exécution d’une ou plusieurs ARS non adhérentes au moment de la notification du présent marché, les prestataires devront également se déplacer sur ces nouveaux territoires régionaux. Aucun droit ou indemnité n’est prévu en faveur des titulaires.

# Procédure, allotissement et durée du marché

## 6.1 Dispositions générales

Le présent marché public est passé selon la procédure de l’appel d’offres ouvert définie par les articles suivants :

* Article L.2124-2 du code de la commande publique ;
* Articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 et R.2161-5 du code de la commande publique.

Il s’agit d’un accord-cadre multi-attributaire à marchés subséquents. Il sera attribué à 3 (trois) prestataires, sous réserve d’un nombre suffisant d’offres acceptables.

**L'accord-cadre est conclu avec un montant maximum annuel de 10 000 000 € HT, soit 40 000 000 € HT pour 4 ans, tous types de missions confondus.**

## 6.2 Allotissement

Conformément à l’article L2113-11 du Code la commande publique et au regard des caractéristiques techniques mais également du caractère uniforme des demandes des Agences Régionales de Santé, ce marché ne sera pas alloti techniquement.

En complément la nature même des missions confiées suppose obligatoirement une capacité des acteurs à pouvoir se déplacer géographiquement dans la totalité des établissements. Certaines des prestations peuvent être réalisées en partie à distance. De ce fait, aucun allotissement géographique n’est prévu.

## 6.3 Durée de l’accord-cadre

|  |  |
| --- | --- |
| Durée initiale du contrat | 12 mois |
| Date de début du marché | A la date de notification de l’accord cadre |
| Reconductible | Oui |
| Nombre de reconductions possibles | 3 |
| Durée de chaque reconduction | 12 mois |
| Type de reconduction | Tacite. Si l’ARS ne souhaite pas reconduire l’accord-cadre, elle devra notifier sa décision par tout moyen trois mois avant la fin de la période en cours d’exécution. |
| Durée maximale du contrat | 48 mois |
| Fin de l’accord-cadre initial et passation des marchés subséquents | Un marché subséquent peut être conclu jusqu’au dernier jour de validité de l’accord-cadre.  Aucun marché subséquent ne pourra être notifié après l’échéance de l’accord-cadre.  La durée de validité des marchés subséquents ne peut dépasser de six mois la date limite de validité de l’accord-cadre.  La durée de validité des bon de commande ne peut dépasser de six mois la date limite de validité de l’accord-cadre. |

# Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Prestations intellectuelles (PI), les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous :

- L’Acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) (\*) applicable aux marchés de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l’arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public ;

- Les marchés subséquents passés sur le fondement de l’accord-cadre

- La ou les déclaration(s) de sous-traitance (DC4)

- L’offre technique du candidat

(\*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l’économie.

Hormis le CCAG PI applicable, l’exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le Coordonnateur, fait seule foi. Le titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG PI applicable bien qu’il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

Toute clause des conditions générales de vente du titulaire contraire aux dispositions du présent document est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la proposition puis durant l’exécution du marché public ne sera admise. Le titulaire s’engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

Pièces à remettre au titulaire - Cession ou nantissement des créances :

Les dispositions de l'article 4.2 du CCAG PI et services s'appliquent.

# Prix de l’accord-cadre

## 8.1 Forme des prix

L’accord-cadre est conclu à prix unitaire. Les prix figurent dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) en annexe de l’Acte d’Engagement.

## 8.2 Contenu des prix

Les prix comprennent l’ensemble des taxes fiscales ou parafiscales frappant obligatoirement les prestations objet du marché. Les frais de déplacement, d’hébergement et de repas occasionnés dans le cadre de l’exécution de la prestation seront remboursés aux frais réels tels que décrits à l’article 8.3. Tous les autres frais occasionnés par l’exécution de la prestation, et notamment les frais de réalisation des livrables, des communications téléphoniques émanant du titulaire, ne seront pas pris en charge par le pouvoir adjudicateur.

## 8.3 Plafonds de remboursement

**Les frais de déplacement, d’hébergement et de repas du personnel des titulaires devront être acceptés préalablement par l’ARS commanditaire dans le cadre du marché subséquent**. Ces frais feront l’objet d’un remboursement sur présentation des factures acquittées.

## Frais de transport

Le transport par train, avion ou bateau sera remboursé sur la base du prix en seconde classe ou classe économique. Dans l’hypothèse où le titulaire choisirait de voyager en classe supérieure, il devra le préciser dans l’offre tarifaire du marché subséquent et joindra le devis du voyage en seconde classe ou classe économique, qui servira de base de remboursement. Cette formalité n’exonère pas le titulaire de devoir transmettre à l’appui de sa demande de remboursement la facture acquittée dans le cadre de son voyage.

Dans l’hypothèse où les transports en commun (avion, train, bateau, bus…) ne peuvent pas être empruntés, les locations de véhicules sont autorisées. Le remboursement de ces frais de déplacement se feront au réel. La taille et la puissance du véhicule loué devront être en adéquation avec le nombre de passagers et l’usage selon les prescriptions ci-dessous :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Classe | Puissance | Types |
| Classe A | 4CV | Petite citadine |
| Classe B | 5CV | Citadine |
| Classe C | 6 ou 7 CV | SUV urbain |

Le forfait kilométrique contractualisé entre le titulaire et le loueur devra être en adéquation avec les déplacements liés à la mission.

Les frais de carburant seront remboursés sur présentation de justificatifs.

L’assurance obligatoire imposée par le loueur sera remboursée par l’ARS, sous réserve que son montant figure distinctement dans le devis transmis par le titulaire.

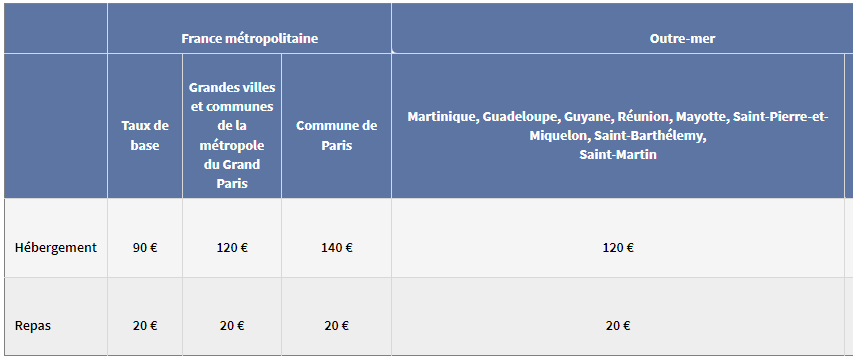
Les assurances optionnelles (telles que le rachat de franchise, l’assurance tous risques, l’assistance étendue, etc.) restent à la charge exclusive du titulaire, qui demeure libre d’y souscrire ou non.

En cas de sinistre avec le véhicule loué, la franchise d’assurance ainsi que les éventuels dommages non couverts par l’assurance obligatoire, sont supportés intégralement par le titulaire du marché.

## Frais d’hébergement et de restauration

Le remboursement des frais d’hébergement (nuitée et petit déjeuner) et de repas est plafonné et s’entend par personne en mission présente physiquement sur le territoire concerné.

Le plafonnement est précisé ci-après :



## 8.4 Révision de prix

Les prix de l’accord-cadre sont fermes durant toute la première année d’exécution du marché.

Ils seront ensuite révisés à la hausse ou à la baisse tous les ans à la date d’anniversaire du marché en fonction de l’évolution des indices par application de la formule suivante :

P(n) = P(o) [0,40 + 0,60 x (Ind (n) / Ind (o)]

dans laquelle :

P(n) = prix révisé HT

P(o) = prix HT de l’année en cours

Ind (n) = dernier indice publié à la date de révision

Ind (o) = indice de référence en N-1 à la date de révision

**Index utilisé** : indice SYNTEC

Indice de référence pour la première année de marché : indice de référence du mois de la date de notification du marché.

En cas de cessation de publication ou de disparition de l’indice de référence, les parties conviennent d’adopter, par simple échange de mail et sans que la passation d’un avenant ne soit nécessaire :

- L’indice de remplacement publié, ou

- Si aucun indice de remplacement n’est publié, de choisir un indice similaire.

Chaque titulaire de l’accord‐cadre fera parvenir au CRN de la Commande Publique les prix révisés (BPU à fournir) au moins un mois avant la fin de la période d’exécution en cours. Cette révision ne sera effective qu’après acceptation expresse de la personne publique.

A ce titre, chaque titulaire s’engage à fournir au pouvoir adjudicateur, sur sa demande, toutes les justifications permettant de vérifier sa conformité. Il doit également indiquer dans sa proposition :

- La formule de révision ;

- La valeur des indices utilisés ;

- Les nouveaux tarifs applicables (BPU actualisé)

En cas de silence de l’un des Titulaires, le marché sera reconduit aux conditions initiales

**Clause butoir** : Les prix ne peuvent augmenter, au cours d’une même année, que de 3 % maximum. Dès lors que la variation du prix dépasse le pourcentage fixé, le groupement de commande se réserve le droit de résilier de façon unilatérale le marché sans que le titulaire concerné, par dérogation à l’article 38 du CCAG-PI, puisse prétendre à indemnité.

# Avances et acomptes

### 9.1 Principe du versement de l’avance

Dans les accords-cadres qui s’exécutent par marchés subséquents, l’avance est versée lors de la conclusion du marché subséquent, jamais lors de la conclusion de l’accord-cadre lui-même, dans les conditions fixées à l’article R. 2191-7 du code de la commande publique.

Chaque titulaire peut renoncer au bénéfice de cette avance dans l’acte d’engagement conformément à l’article R. 2191-5 du code de la commande publique.

### 9.2 Montant de l’avance

Le taux de l’avance pour le présent marché est fixé à 20%. Il est relevé à 30% si l’attributaire du marché est une PME.

### 9.3 Remboursement de l’avance

Le remboursement de l'avance doit en tout état de cause être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché pour la partie forfaitaire du marché ou pour la partie à prix unitaire lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations.

### 9.4 Acompte

Chaque titulaire peut demander le versement d'acomptes.

Le montant de l'acompte demandé ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

La demande de paiement est accompagnée des éléments justificatifs du montant demandé.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Les acomptes n’ont pas le caractère de paiements non susceptibles d’être remis en cause.

# Marchés subséquents

## 10.1 Modalité de passation des marchés subséquents

L’exécution de l’accord-cadre donne lieu à la conclusion de marchés subséquents avec trois (3) titulaires suite à remise en concurrence dans les conditions définies aux articles R.2162-6 à R.2162-12 du CCP.

Les marchés subséquents seront passés individuellement par chaque ARS adhérentes au groupement de commande.

Les marchés subséquents préciseront les caractéristiques et les modalités d'exécution des   
prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans le présent accord-cadre. Ils ne pourront entraîner des modifications substantielles des termes de l'accord-cadre.

Les remises en concurrence se feront par mail envoyé aux 3 titulaires de l’accord-cadre.

Un délai suffisant pour la présentation des offres sera fixé en tenant compte d'éléments tels que la complexité des prestations attendues ou le temps nécessaire à la transmission des offres.

Lors de la survenance de leur besoin, les ARS membres du groupement transmettront aux titulaires de l'accord-cadre les documents suivants :

* une lettre de consultation rappelant notamment les modalités de passation et d’attribution des marchés subséquents;
* le descriptif détaillé ou fonctionnel de la prestation ;
* le délai ou calendrier souhaité pour la réalisation de la prestation ;
* les quantités ;
* le lieu d'exécution;
* la date et heure limites de remise des offres;
* l’adresse mail pour le dépôt des offres ;

Les échanges dans le cadre des marchés subséquents se dérouleront selon 2 modalités possibles :

* **Réunions d’information**

En cas de nécessité, un temps d’échange pourra être organisé entre l’ARS et les trois titulaires pour faciliter l’élaboration ou la compréhension du descriptif détaillé ou fonctionnel de la prestation attendue. La demande de réunion pourra être formulée à l’initiative de l’ARS ou d’un ou plusieurs titulaire(s). Ces réunions se dérouleront à distance et la participation simultanée des prestataires à ces réunions est obligatoire afin de respecter les strictes conditions d’égalité entre les titulaires de l’accord-cadre. La présence des titulaires à ces réunions n’ouvre droit à aucune rémunération ou indemnité de la part de l’ARS.

* **Echanges durant la phase de consultation**

Afin de garantir l’égalité de traitement entre les candidats, ces derniers pourront formuler leurs demandes de renseignements par mail, **au plus tard 7 jours ouvrés** avant la date limite de remise des offres.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires seront communiquées par l’ARS, **au plus tard 5 jours ouvrés** avant la date limite de remise des offres.

Si, pendant l’étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les mails de demande de renseignements complémentaires et les réponses apportées seront systématiquement transmis par l’ARS à l’ensemble des candidats afin que chacun puisse avoir accès au même degré d’information.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d’apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 5 jours ouvrés avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

## 10.2 Obligation de présenter une offre aux marchés subséquents

Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent à répondre aux marchés subséquents lorsqu'ils sont sollicités en présentant des offres régulières, acceptables et appropriées.

Le groupement de commande se réserve la faculté d'exclure de l'accord-cadre un titulaire qui, par trois fois, a envoyé une déclaration d’impossibilité de réponse ou a répondu par une offre hors-délai, irrégulière, inacceptable ou inappropriée.

Il est précisé que cette faculté de résiliation ne s’appliquera pas en cas d’impossibilités de réponse motivées par des situations de conflit d’intérêt dûment justifiées.

## 10.3 Remises des offres

Les offres sont proposées conformément aux caractéristiques fixées dans le présent CCAP et conformément au CCTP, ainsi que les documents de la consultation propres au marché subséquent.

A chaque remise en concurrence fondée sur l’accord-cadre, les titulaires devront obligatoirement répondre à l’ARS commanditaire sous forme d’une offre ou d’une déclaration d’impossibilité de réponse motivée.

Les titulaires de l'accord-cadre devront envoyer une réponse sous la forme d'un mémoire technique de **30 pages maximum** (annexes comprises) faisant apparaître :

* la méthodologie d’intervention (compréhension du besoin précis, équipe dédiée au projet, modalités d'exécution de la mission avec notamment les mesures organisationnelles mises en œuvre, livrables proposés…)
* le planning d’exécution ;
* le prix HT et TTC des prestations en conformité avec le BPU
* les devis des frais de déplacement, hébergement et repas
* Les documents de candidature (DC1, DC2, DC4 si sous-traitance) et les pièces administratives (attestations sociales et fiscales, attestations d’assurances, RIB…) en cas de groupement ou de sous-traitance
* La déclaration d’absence de conflit d’intérêts et charte de confidentialité

Les offres des titulaires non-conformes aux engagements notamment techniques pris lors de la passation de l'accord-cadre seront jugées irrégulières.

## 10.4 Recevabilité des offres des titulaires

Un titulaire de l’accord-cadre ne peut soumissionner en qualité de membre d’un groupement ou en qualité de sous-traitant avec l’un des deux autres titulaires.

Les autres cas de groupement ou de sous-traitance sont autorisés. Conformément à l’article 14 du CCAP, le groupement devra être solidaire.

Par ailleurs et sauf exception prévue dans les documents de consultation des marchés subséquents, les candidats sont tenus de fournir toutes les pièces demandées, sous peine de rejet pour irrégularité. A ce titre, la multiplication d’offres incomplètes déclarées irrecevables pourra être assimilable à une ou plusieurs absence(s) d’offre(s) et pourra donner lieu à l’exclusion du titulaire de l’accord-cadre dans les conditions fixées à l’article 10.2 du CCAP.

## 10.5 Critères de jugement des offres des marchés subséquents

Les critères de jugement des offres sont les suivants :

|  |  |
| --- | --- |
| Critères | Pondération en pourcentage |
| Qualité technique de l’offre | 60 |
| Prix | 40 |

1. **La qualité technique de l’offre (60 points) sera répartie** de la façon suivante :

* La valeur technique (45 points) sera jugée au moyen du mémoire technique du candidat et plus précisément au regard de :
* La composition de l’équipe dédiée au marché subséquent et ses qualifications, formations et/ou certifications détenues. Doivent être fournis le ou les curriculums vitae présentant les références et expériences des intervenants. Le candidat s’attachera également à distinguer l’équipe principale et les collaborateurs et décrira en détail le rôle de chacun des membres de l’équipe, en mettant en exergue les références les plus pertinentes en vue de la réalisation des missions.
* Le dimensionnement de l’équipe dédiée : types de profils proposés au regard du nombre de jours.
* La compréhension du besoin :

Le candidat explicitera à travers son analyse sa compréhension des enjeux et des problématiques des missions à réaliser.

Le candidat explicitera les méthodes de travail envisagées ainsi que les dispositifs prévus pour l’organisation et la coordination des missions.

Le candidat explicitera les modalités, les délais de prise en charge et de suivi d’un dossier, la démarche qualité mise en œuvre (dont le processus interne de validation de la qualité des livrables).

Le candidat explicitera sa capacité à assurer une continuité de service et de disponibilité et à prendre en charge plusieurs dossiers importants simultanément.

Le candidat explicitera sa méthode pour définir le niveau de complexité d’un dossier.

* Le délai d’exécution de la mission (15 points) sera jugé au moyen du planning d’exécution transmis par le candidat.

Le candidat proposera un délai pour la transmission des livrables en tenant compte s’il y lieu du délai maximum imposé dans le cahier des charges du marché subséquent.

En fonction de la spécificité du dossier, l’ARS porteuse pourra procéder à des ajustements sur les attendus en lien avec la compréhension du besoin.

1. **Le prix (40 points) sera apprécié pour l’attribution du marché subséquent à partir du montant total TTC de l’offre financière du candidat incluant les frais de mission (déplacement, hébergement et repas).**

Pour le critère prix, les valeurs se répartissent proportionnellement aux écarts les séparant du prix le plus bas qui a la note la plus élevée. Le critère prix s’applique uniquement sur les prix contractuels remis au titre des bordereaux des prix.

À tout moment de la remise en concurrence, l’ARS pourra déclarer la procédure sans suite. Il en informera les titulaires.

## 10.6 Modalités d’attribution et de notification des marchés subséquents

Chaque marché subséquent conclu sur le fondement de l’accord-cadre est attribué au titulaire de l’accord-cadre ayant présenté l’offre économiquement la plus avantageuse, au regard des critères définis dans le présent document. Les candidats non retenus seront informés par un courrier de rejet envoyé par mail. Le marché subséquent sera notifié au candidat retenu par mail.

## 10.7 Echec de la remise en concurrence

Dans l'hypothèse où, suite à une remise en concurrence des titulaires, aucune offre n'est déposée ou seulement des offres irrecevables, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit soit de négocier directement avec un des titulaires de l'accord-cadre. Si la négociation directe ne peut aboutir à un accord, le pouvoir pourra alors recourir à tout cabinet de conseil dans le respect des règles du Code de la Commande Publique.

## 10.8 Marchés subséquents de prestations similaires

Les marchés subséquents, conclus sur la base de l’accord-cadre, pourront faire l’objet d’une procédure négociée sans publicité, ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires en application et dans les conditions de l’article R.2122-7 du CCP.

## 10.9 Prix des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont traités à prix unitaires. Les prix sont établis dans les documents des marchés subséquents.

Les prix fixés dans les marchés subséquents sont fermes.

L'unité monétaire choisie est l'euro.

## 10.10 Durée des marchés subséquents

La durée d’exécution des marchés subséquents est fixée dans chaque marché subséquent.

## 10.11 Bons de commande des marchés subséquents

Le délai d’exécution du marché subséquent commencera à courir à réception du bon de commande transmis par l’ARS commanditaire.

Les bons de commande pourront faire l’objet de paiements intermédiaires après accord préalable de l’ARS commanditaire et selon les modalités prévues à l’article 16 du présent CCAP.

# Clause environnementale

Les titulaires doivent veiller à mener leurs activités de conseil en analyse financière et organisation conformément aux principes de développement durable, en minimisant les impacts environnementaux négatifs.

Ils devront adopter, dans la mesure du possible, des pratiques visant à réduire la consommation de ressources et optimiser la gestion des déchets, notamment :

* L’utilisation de matériel informatique à haute efficacité énergétique
* L’utilisation de matériels issus du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage
* La réduction de la consommation de papier en favorisant les supports numériques
* L’encouragement de l'utilisation de moyens de transport écologiques (vélo, transports en commun, covoiturage, véhicules à faibles émissions) pour les déplacements professionnels de proximité
* Réduire la production de déchets.
* Promouvoir le tri sélectif et le recyclage.

Les titulaires s'engagent à sensibiliser et former ses employés sur les bonnes pratiques environnementales et sur l'importance de la préservation de l'environnement dans le cadre de leurs activités professionnelles, et à revoir et améliorer continuellement leurs pratiques environnementales, en tenant compte des évolutions technologiques, réglementaires.

Les Titulaires doivent produire un bilan annuel, soit un an à compter de la date de notification, de l’ensemble des actions menées en lien avec le présent article 11 du CCAP, en précisant notamment les moyens et méthodes utilisées pour limiter les impacts de son activité. Ce bilan sera transmis par mail au CRN de la Commande Publique et à l’ARS PACA, et pourra faire l’objet d’un plan de progrès.

# Garanties

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie. Le titulaire est dispensé de la constitution d’une garantie.

# Sous-traitance

### Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-13 et R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique. La sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

Le titulaire doit préalablement obtenir du pouvoir adjudicateur l’acceptation de chaque sous-traitant et l’agrément de ses conditions de paiement.

La demande d’acceptation d’un sous-traitant et d’agrément de ses conditions de paiement, en cours d’exécution de l'accord-cadre, devra être remise en main propre contre récépissé ou être notifiée par lettre recommandée avec demande d’avis de réception au pouvoir adjudicateur.

Cette demande devra obligatoirement préciser :

- la nature des prestations sous-traitées ;

- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l’adresse du sous-traitant proposé ;

- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;

- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;

- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s’appuie.

Elle sera en outre accompagnée d’une déclaration du sous-traitant indiquant qu’il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné au chapitre Ier du titre IV du livre 1er Dispositions générales de la deuxième partie du code de la commande publique.

Le titulaire de l'accord-cadre devra établir qu’il n’a consenti aucune cession, ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre de nature à faire obstacle au paiement direct du sous-traitant : il apportera cette preuve, soit par la production du certificat de cessibilité de l'accord-cadre qui lui aura été délivré, soit par la production d’une attestation ou d’une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances lorsque les dispositions chapitre 1er du titre IX de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent au contrat.

Si le montant des prestations sous-traitées lui semble anormalement bas, le pouvoir adjudicateur sollicitera la transmission des précisions et justifications nécessaires. Si les éléments fournis ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le caractère bas du montant sous-traité, la demande de sous-traitance sera rejetée.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par le titulaire. Toute modification dans la répartition des prestations entre le titulaire et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes exige l’établissement d’un nouvel acte de sous-traitance, la modification du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, la production d'une attestation ou d'une mainlevée du ou des cessionnaires.

Si le titulaire envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, postérieurement à la notification de l'accord-cadre, l'exécution de prestations pour un montant supérieur à celui qui a été indiqué dans l'accord-cadre ou l'acte spécial, il demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

Si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne peut être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant l'accord-cadre est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur ne peut pas accepter un sous-traitant ni agréer ses conditions de paiement si l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité n'a pas été modifié ou si la justification mentionnée ci-dessus ne lui a pas été remise.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du contrat, sans avoir au préalable obtenu du pouvoir adjudicateur l’acceptation du sous-traitant et l’agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

### Paiement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par le pouvoir adjudicateur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l’exécution.

À cette fin, le sous-traitant adressera ses demandes de paiement :

- au titulaire de l'accord-cadre, par tout moyen permettant d’en assurer la réception et d’en déterminer la date, ou les déposent auprès du titulaire contre récépissé ;

- ainsi qu’au pouvoir adjudicateur, ou s’il en a été désigné un, au maître d’œuvre de l’opération.

Cette demande de paiement comportera, outre copie des factures adressées au titulaire de l'accord-cadre, copie du récépissé ou de l’accusé de réception attestant que le titulaire a reçu la demande, ou de l’avis postal attestant que le pli a été refusé ou n’a pas été réclamé.

Le titulaire de l'accord-cadre dispose d’un délai de 15 jours calendaires à compter de la signature du récépissé ou de l’accusé de réception pour donner son accord ou notifier son refus au sous-traitant, ainsi qu’au pouvoir adjudicateur ou, s’il en a été désigné un, au maître d’œuvre de l’opération.

S’il est établi, par la transmission au pouvoir adjudicateur de l’avis postal attestant que le pli a été refusé ou n’a pas été réclamé par le titulaire du marché, le pouvoir adjudicateur adressera sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant à l’appui de sa demande de paiement.

En cas d’accord du titulaire sur le montant de la demande de paiement formulée par le sous-traitant, ou en cas de silence gardé par le titulaire au terme du délai de 15 jours à compter de la date de signature du récépissé ou de l’accusé réception, ou en cas de silence gardé au terme d’un délai de 15 jours à compter de l’envoi au titulaire de la demande de paiement du sous-traitant, lorsque le titulaire refuse le pli ou ne le réclame pas, le pouvoir adjudicateur procédera au règlement de la facture du sous-traitant.

Les dispositions de l'article 3.6 du CCAG PI s'appliquent.

# Groupement d’opérateurs économiques

En cas de groupement d’opérateurs économiques, un groupement **solidaire** est demandé dans le cadre de cet accord cadre et des marchés subséquents. Le paiement se réalisera sur un compte au nom du groupement ou sur le compte du mandataire.

Cet article s’applique au présent accord cadre et aux marchés subséquents.

# Assurances

Chaque titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Chaque titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés au pouvoir adjudicateur et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Chaque titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, les titulaires produisent ces attestations, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur.

Assurances :

Les dispositions de l'article 9.1 du CCAG PI et services s'appliquent.

Attestations :

Les dispositions de l'article 9.2 du CCAG PI et services s'appliquent.

Le titulaire devra fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché ses attestations de régularité sociales et fiscales. Les attestations d’assurance devront également être transmises à chaque nouvelle échéance des contrats d’assurance du prestataire.

# Facturation

Le titulaire d’un marché subséquent aura la faculté de demander des paiements partiels après remise de livrables et avec l’accord de l’ARS commanditaire. Concernant ces paiements partiels, le titulaire devra obligatoirement décomposer dans son offre financière pour chaque livrable le nombre de jours homme par profil conforme au BPU.

La transmission des factures se fait de manière dématérialisée à l'ARS qui a initié la commande, et uniquement après la réalisation complète de la prestation.

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du CCP.

Depuis le 1er janvier 2020, tous les titulaires sont dans l’obligation d’adresser leurs factures sous format électronique par l’intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Les titulaires devront adresser leurs factures selon l’un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d’information accessible à l’adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Les titulaires sont informés que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l’acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l’intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l’envoi des raisons qui s’opposent au paiement. La répétition d’erreurs sur les factures entrainera leur rejet systématique sans que l’acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu’il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date d'exécution des services ;

7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;

8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

# Paiement

Chaque ARS commanditaire réceptionnera et réglera ses propres factures.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est calculé conformément aux articles R. 2192-12 à R. 2192-17 du code de la commande publique.

Les factures sont transmises par l’intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro** et à ce titre la date de réception de la demande de paiement correspond à la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Une suspension du délai de paiement peut être prononcée en cas d’erreur dans la facturation du fait du titulaire, signifié par l’acheteur concerné par mail.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d’intérêts moratoires, ainsi qu’à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d’un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d’intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l’année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

# Pénalités

Par dérogation aux dispositions de l’article 14 du CCAG PI, les présentes pénalités seront applicables selon les conditions décrites ci-dessous :

### 18.1 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, et sans somme plancher. Par dérogation au CCAG de référence, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord cadre aux frais et risques du titulaire.

### Pénalités liées à l'exécution des missions

* Pénalités pour retard imputable au titulaire ou absence de réalisation des missions confiées y compris le rendu des livrables :

Par dérogation à l’article 14.1.2 du CCAG PI, en cas de retard imputable au titulaire ou absence de réalisation des missions confiées, le titulaire encourt une pénalité de 200 € par jour calendaire à compter de la constatation du manquement.

* Pénalités pour réalisation non qualitative des missions confiées y compris la qualité des livrables :

En cas de réalisation non qualitative des missions confiées y compris la qualité des livrables, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour calendaire à compter de la constatation du manquement et jusqu’à remise conforme aux attendus.

* Pénalités pour faute du personnel du titulaire :

En cas de manquement du personnel du titulaire, le titulaire encourt une pénalité de 300 euros à tout intervenant dont le comportement ou la manière de servir nuit à l'image des ARS.

Cette pénalité peut être accompagnée, en cas de faute grave, d'une éviction temporaire ou définitive du salarié représentant le titulaire.

* Pénalités pour non-respect des personnes nommément désignées :

Si le titulaire met à disposition des consultants avec des profils différents de ceux annoncés dans son offre, et sans accord préalable de l’acheteur, il encourt une pénalité forfaitaire de 200€ par constat.

Cette pénalité n’exonère pas le titulaire de son obligation de faire exécuter sans délai la mission selon les profils annoncés dans son offre.

* Pénalités pour absence aux réunions :

En cas d'absence aux rendez-vous de réunions, une pénalité de 150 € sera appliquée au titulaire absent dûment convoqué non excusé.

Sera également considéré comme absent le titulaire représenté par une personne ne disposant pas d’une connaissance suffisante du dossier.

### Pénalités liées aux obligations administratives

* Pénalité(s) pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail :

En cas de retard de production des documents, il sera appliqué une pénalité de 50 euros par jour ouvré de retard jusqu'à la production des pièces nécessaires à la régularisation de l'accord cadre.

* Pénalités pour sanctionner le retard de production de l'attestation pour l'emploi de personnes étrangères prévue aux articles D 8254-2 à D 8254-5 du code du travail :

En cas de retard de production du document, il sera appliqué une pénalité de 50 euros par jour ouvré jusqu'à la production de la pièce nécessaire à la régularisation de l'accord cadre.

* Pénalité(s) pour sanctionner le retard de transmission d'informations relatives à la société du titulaire :

En cas de modification apportée à la dénomination, au statut, aux coordonnées bancaires ou postales ou à l'adresse du titulaire, sans communication de ces informations à l'acheteur dans les quinze (15 jours) à compter du fait générateur, il sera appliqué une pénalité de 40 euros par jour ouvré de retard jusqu'à la production des pièces nécessaires à la régularisation de l'accord cadre.

### Pénalités liées aux obligations environnementales

* Pénalité(s) pour sanctionner le retard de production du bilan annuel tel que prévu à l’article 11 du présent CCAP

En cas de retard de production des documents au-delà de 15 jours après la date anniversaire de la date de notification, il sera appliqué une pénalité de 50 euros par jour ouvré de retard jusqu'à la production bilan.

### Pénalités pour non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec avis de réception, de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, imposé par l'article R. 8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans ce délai, le groupement de commande peut imposer des pénalités ou rompre l’accord cadre, sans indemnité, aux frais et risque du titulaire.

Si le groupement de commande décide d’appliquer des pénalités, le montant de celle-ci correspondra à 10% du montant total HT du marché subséquent concerné.

Il est rappelé que la présence d’un sous-traitant non agréé est strictement interdite. Des pénalités d’un montant de 10% du montant total HT du marché subséquent concerné seront appliquées au titulaire en l’absence de déclaration d’un sous-traitant direct ou indirect, nonobstant le cas échéant de toutes autres sanctions. Il en sera de même dans l’hypothèse où le titulaire fournirait, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l’appui de sa demande de sous-traitance.

### Pénalité en cas de non-respect de la RGPD ou de l’obligation de confidentialité

En cas de méconnaissance de la règlementation relative à la protection des données à caractère personnel ou de la violation de l’obligation de confidentialité prévue à l’article 21 du présent CCAP, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 150 euros par manquement.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles et à l’obligation de confidentialité, le marché peut être résilié pour faute aux frais et torts du Titulaire.

# Modifications de l’accord cadre

### 19.1. Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer l’acheteur par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés et toutes pièces utiles mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le courrier et les pièces justificatives devront être adressés par courriel au CRN de la Commande Publique. L’adresse mail sera communiquée au titulaire au moment de la notification du présent marché.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l’objet d’une cession, à titre onéreux ou gracieux, sans l’accord écrit et préalable de l’acheteur. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l’absorption du titulaire ne peut s’opérer de plein droit sans agrément préalable de l’acheteur. Dans ces cas, le titulaire doit en informer l’acheteur dans les plus brefs délais et produire l’ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

* Une copie de l’acte de fusion ou d’absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
* Une copie de l’annonce légale
* Les attestations fiscales
* Les pièces mentionnées à l’article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l’étranger
* Les pièces mentionnées à l’article D. 8254-4 du code du travail
* Une attestation d’assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d’assurance de l’entreprise
* Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
* Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
* Un numéro unique d’identification permettant à l’acheteur d’accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr
* Les justifications de références identiques à celles demandées dans l’avis d’appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par l’acheteur fera l’objet d’un avenant conclu entre les parties, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau titulaire.

### 19.2. Clause de réexamen

Le présent accord cadre pourra être modifié, quel que soit le montant, en cas d’ajout d’une ou plusieurs ARS en cours d’exécution de l’accord cadre.

Il est précisé que le titulaire ne pourra s’opposer à l’entrée en cours d’exécution d’une ou plusieurs ARS non adhérentes au moment de la notification. Cette ou ces entrée(s) n’ouvreront droit à aucune indemnité en faveur du titulaire.

Si l’ajout d’une ou plusieurs ARS conduit à un dépassement supérieur à 10% du montant maximum de l’accord-cadre, l’acheteur se réserve la possibilité de modifier par voie d’avenant ce montant maximum dans la limite de 20%.

### 19.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles

Il sera fait application de l’article 24 du CCAG PI.

# Réception

**Opérations de vérification :**

Les dispositions de l'article 28 et 29 du CCAG PI s'appliquent.

Il est dérogé à l’article 28.5 du CCAG PI : Concernant la vérification des livrables remis par le titulaire, la présence de ce dernier n’est pas nécessaire dans le cadre des opérations de vérifications.

# RGPD

### 21.1 Préambule - Précisions terminologiques

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « Règlement Général sur la Protection des Données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

### 21.2 Description du traitement des données a caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l’acheteur et pour la durée du présent marché public les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestations objet du présent marché.

### 21.3 Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

* Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché public ;
* Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;
* Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
* Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public ;
  + S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  + Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
* Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

### 21.4 Sous-traitance des activités de traitement

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

### 21.5 Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

Il appartient à l’acheteur de fournir l’information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire aide l’acheteur à s’acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d’exercice des droits des personnes concernées : droit d’accès, de rectification, d’effacement et d’opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l’objet d’une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

### 21.6 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 48 heures après en avoir pris connaissance par courrier électronique adressé au CRN de la Commande Publique et à l’ARS commanditaire.

### 21.7 Sort des données

Au terme de l’exécution du présent marché public, et selon le choix de l’acheteur, le titulaire doit détruire toutes les données à caractère personnel ;

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le titulaire du marché public doit justifier par écrit de la destruction.

# Obligation de confidentialité et secret des affaires

Conformément aux dispositions de l’article 5 du CCAG PI, le titulaire s’engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l’exécution de l'accord cadre, sans qu’il soit besoin d’en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l’acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire garantit le respect de cette obligation de confidentialité tant par ses dirigeants que par chacun de ses employés, ses filiales ou sous-traitants éventuels, ou tout autre cocontractant ayant participé à l’exécution des prestations, ou concouru à la réalisation des livrables et des documents de travail (tant internes qu’externes), relatifs à l’exécution de l'accord cadre.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord cadre public aux torts du titulaire.

Cette obligation ne prend pas fin à l'issue de l'accord cadre.

# Conflit d'intérêt

Tout au long de l'exécution de l'accord cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

Dans le cadre des marchés subséquents, le titulaire devra produire une déclaration d’absence de conflit d’intérêts et charte de confidentialité (cf annexe 2 du présent CCAP).

# Règlement des litiges et langue

### 24.1 Règlement des litiges

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Un mode de règlement amiable prévu à R.2197-1 du Code de la commande publique sera d’abord recherché. Conformément à cet article, un différend ou un litige survenant entre le titulaire et les ARS, pourra être porté devant le comité consultatif de règlement amiable compétent.

Le tribunal administratif de Marseille est seul compétent.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l’Union Européenne sans avoir d’établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l’administration lui communique un numéro d’identification fiscal.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l’introduction des recours et de l’instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Marseille

31 Rue Jean François Leca – 13002 Marseille

Téléphone : 04 91 13 48 13

Télécopie : 04 91 81 13 87 ou 04 91 81 13 89

Courriel : [greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr)

Les coordonnées de l’instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal administratif de Marseille

31 Rue Jean François Leca – 13002 Marseille

Téléphone : 04 91 13 48 13

Télécopie : 04 91 81 13 87 ou 04 91 81 13 89

Courriel : [greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr)

### 24.2 Langue

### 24.2.1 Principe

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public (accord cadre et marchés subséquents) est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S’ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d’une traduction en français.

### 24.2.2. Obligations du Titulaire en matière d’interprétariat

En application des dispositions de l’article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d’une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d’autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l’exécution du marché public (accord cadre et marchés subséquents), le Titulaire pourra être tenu, suite à l’information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l’intervention d’un interprète qualifié dans les langues concernées. La prise en charge des frais d’interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire.

### 24.2.3. Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d’un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l’article afférent au présent CCAP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du titulaire.

# Résiliation du marché

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

**Principes généraux** :

Les dispositions de l'article 36 du CCAG PI s'appliquent.

**Résiliation pour évènements extérieurs au marché :**

Les dispositions de l'article 37 du CCAG PI s'appliquent.

**Résiliation pour évènements liés au marché :**

Les dispositions de l'article 38 du CCAG PI s'appliquent.

**Résiliation pour faute du titulaire :**

Les dispositions de l'article 39 du CCAG PI s'appliquent.

**Résiliation pour motif d'intérêt général :**

Les dispositions de l'article 40 du CCAG PI s'appliquent.

# Respect des principes de laïcité et de neutralité des services publics

Conformément à la loi n° 2021-1109 confortant le respect des principes de la République, dite loi Séparatisme, publiée au JO le 25/08/2021, le titulaire du présent marché devra respecter les principes d’égalité des usagers, de laïcité et de neutralité du service public. À ce titre, le titulaire devra notamment veiller à ce que ses salariés et l’ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l’exécution du service public, s’abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire devra également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l’exécution du service public s’assure du respect de ces mêmes obligations. À cet égard, le titulaire devra communiquer à l’acheteur chaque contrat de sous-traitance qui aurait pour effet de faire participer le sous-traitant à l’exécution du service public.

Dans l’hypothèse où le titulaire ne prendrait pas les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations ou faire cesser les éventuels manquements constatés, l’acheteur aura la possibilité de sanctionner le titulaire. En fonction de la nature et de la gravité des faits, l’acheteur décidera seul de la sanction applicable. Il pourra s’agir d’une simple mise garde, d’une décision exclusion temporaire ou définitive des personnes en cause ou bien enfin d’une résiliation du présent marché aux torts et frais du titulaire.

Le contrôle et le constat de l’infraction pourront être réalisés par tout moyen légal, par toute personne appartenant aux ARS ou la représentant.

Il est précisé que ces obligations et modalités de contrôle et de sanction s'appliquent également à l'ensemble des cotraitants en cas de groupement d'entreprises.

# Dérogations au CCAG PI

| Article du présent CCAP | Article du CCAG auquel il est dérogé |
| --- | --- |
| Article 7 | Article 4.1 |
| Article 7 | Article 1.2 |
| Article 8.4 | Article 38 |
| Article 18 | Article 14 |
| Article 18 | Article 14.1.2 |

# Annexes

1. Attestation sur l’honneur relative aux sanctions russes
2. Déclaration d’absence de conflit d’intérêts et charte de confidentialité